

*L'Adresse—M. Thacker*

avons par conséquent été entraînés dans un effort commun. Les garçons et les filles tombèrent naturellement amoureux, ce qui a considérablement enrichi le pays.

L'avantage véritable des voyages, c'est que personne ne peut plus dépersonnaliser les habitants d'une autre région. Lorsque des députés comme moi rentrent chez eux, ils entendent parler d'une petite partie de leur circonscription, des 1 ou 2 p. 100 que l'on appelle les fanatiques. Cela nous fait frémir de constater à quel point on dépersonnalise les gens dans les autres régions du pays. Les députés constateront, je pense, que leur plus lourde tâche consistera à s'élever contre les mythes locaux et contre la très faible proportion de la population que nous appelons les fanatiques. Dans ma circonscription, il m'arrive continuellement de devoir prendre la parole à des assemblées pour dire ceci: «Non, je regrette, vous avez tort, mon ami. Votre opinion des Ontariens, des Terre-Neuviens est fausse.» Les nouveaux députés doivent avoir le courage de signaler à leurs propres électeurs qu'ils ont tort. Ils doivent avoir le courage de dire ceci: «Je suis allé dans d'autres régions du pays. Je connais les Québécois et les Terre-Neuviens. Ils ne sont pas comme vous dites.» Les députés constateront bien vite qu'ils passeront une bonne partie de leur temps à le faire.

● (1220)

Le discours du trône est le premier de trois nouveaux changements importants. Il donne le ton, un ton de politesse, de reconstruction nationale, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Cet élément de coopération entre les gouvernements sera avantageux à la longue. La dure vérité, c'est que depuis quinze ans, pendant que, à titre personnel et à titre de députés nous avons consacré une très grande partie de notre énergie émotionnelle et de notre vitalité à nous battre, qu'il s'agisse de conflits entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, entre les francophones et les anglophones ou entre l'Est et l'Ouest, le reste du monde nous échappe. En jetant un regard neuf sur la scène internationale, on constate que l'Asie prend beaucoup d'importance avec sa technologie de pointe. Si nous ne nous y mettons pas, monsieur le Président, nous resterons en arrière pendant de longues années. Nos enfants et nos petits-enfants n'auront pas l'avenir que nous voudrions pour eux.

Le deuxième changement important annoncé par le discours du trône est la déclaration économique. Je tiens tout d'abord à remercier le ministre des Finances (M. Wilson) parce que c'est la première fois que l'on fait une déclaration économique vraiment honnête, vraiment franche et que l'on a le courage de poser des questions pénibles. La différence entre la réussite et l'échec, pour un pays, c'est qu'un pays qui réussit affrontera la réalité. Depuis 15 ans, nous essayons de nier la réalité du développement du tiers monde. Les pays du tiers monde ont une population très forte et l'analphabétisme y est en régression. Ces pays veulent participer aux affaires mondiales. Le gouvernement précédent a tout simplement nié ce fait, et les Canadiens en payent maintenant les conséquences.

La politique énergétique constitue un exemple classique. Lorsque les pays de l'OPEP ont augmenté le prix de l'énergie, différents pays ont réagi différemment. Le gouvernement libéral qui dirigeait le pays a nié cette réalité, et il a dit qu'il continuerait à subventionner l'énergie avec les deniers des contribuables pour que les Canadiens ne doivent pas affronter la

réalité. Cette attitude a incité les Canadiens à continuer à acheter de grosses voitures et le secteur de l'automobile à continuer à fabriquer de grosses voitures. Au début, il s'est produit la même chose aux États-Unis. Pendant ce temps-là, le Japon, l'Allemagne et les autres pays qui ont suivi cette augmentation ont affecté leurs meilleurs experts à la fabrication de nouvelles voitures plus légères, qui consomment moins. Huit années plus tard, ces pays vendent des voitures au Canada, et notre secteur automobile est sur le flanc. Nous avons finalement dû affronter la réalité, et l'énergie a commencé à augmenter de prix. Nos chercheurs sont tout aussi brillants et inventifs que ceux des pays étrangers. Il en résulte que les voitures nord-américaines commencent à faire très bonne figure face à la concurrence, et ce sera de plus en plus le cas.

Ce que j'essaye surtout de faire comprendre, monsieur le Président, c'est que le gouvernement a tenté de ne pas tenir compte de la conjoncture mondiale. Pour cette raison, les Canadiens se retrouvent dans une situation défavorable, et le Canada doit remonter la pente alors qu'il aurait pu être à l'avant-garde. Le même genre de phénomène s'est produit dans le domaine de la recherche, surtout dans le secteur agricole. Il fut un temps où le Canada était un des chefs de file mondiaux en ce qui a trait à la création de nouvelles variétés et de nouvelles espèces de plantes, ce qui lui a permis de devenir un énorme exportateur de produits agricoles. Cependant, au cours des quinze dernières années, sous le régime libéral, les activités de recherche et de développement se sont ralenties. Comment pouvons-nous remédier à la situation? Nous voudrions qu'une loi soit adoptée sur les droits des agriculteurs qui s'intéressent au croisement des plantes qui les incite à mettre au point de nouvelles variétés. Certains partis, de même que des associations religieuses, s'opposent à un tel statut. Cela revient à condamner le pays à traîner toujours à l'arrière en matière de recherche et de développement. Le gouvernement n'a pas suffisamment investi dans ce secteur, et il n'est pas en mesure de consacrer assez d'argent à la recherche et au développement du fait qu'il s'est endetté pour beaucoup d'autres raisons.

Le ministre des Finances a vraiment rendu un grand service à notre pays. Les consultations qui vont avoir lieu entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, le patronat et les syndicats déboucheront en avril prochain sur un véritable exposé budgétaire. A ce moment-là, le gouvernement montrera au pays la voie à suivre, et nous recommencerons à créer d'importantes richesses nationales.

Il est évident que les questions les plus urgentes dont nous devons nous occuper sont la dette nationale et le déficit. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur les statistiques d'il y a dix ans. En 1974-1975, 16,6 p. 100 de notre PNB était absorbé par notre dette nationale nette. Seulement une décennie plus tard, en 1984-1985, ce pourcentage était passé de 16,6 p. 100 à 45,2 p. 100 du PNB. Cela montre bien, monsieur le Président, que ces chiffres augmentent selon une progression géométrique.

Nous nous retrouverons bientôt dans une situation aussi désastreuse que les pays du Tiers monde, car le problème fondamental est le pourcentage des recettes fiscales consacré au service de la dette. Le fait est qu'un pourcentage de plus en plus grand des richesses créées par le dur labeur de nos concitoyens est gaspillé dès le départ parce qu'il sert à payer l'intérêt sur la dette nationale. Cet argent est versé à des gens qui sont déjà riches. Si vous disposiez de un million de dollars,